

LE SUPPLÉMENT

EURAFRIC - HYDRO 2009



L'Afrique à l'honneur du salon mondial des barrages

PHOTOGRAPHIE C. VIE

EAU & ENERGIE EN AFRIQUE RENCONTRES EUROPÉENNES DE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE

Forum EURAFRIC - PARTNERS

27 au 30 octobre 2009 EAU & ENERGIE EN AFRIQUE
Centre des Congrès de Lyon - Cité Internationale Financements Internationaux - Transferts de technologies - Partenariats Pme-Pmi



EAU ET ÉNERGIE

Des opportunités d'investissements en Afrique

La 9e édition du forum Eurafric est le rendez-vous incontournable pour les PME-PMI africaines et européennes

EURAFRIC REPRÉSENTE pour les pays d'Afrique ce que le Mercato est au football. Congo, RCA, Mali, Tchad, Burundi, RDC, Burkina Faso, Sénégal, Mali... Pendant quatre jours, une quinzaine de pays du continent noir, par l'intermédiaire des ministères concernés, présenteront des projets pour la construction et le développement des infrastructures de leur pays. Un rendez-vous organisé par l'Agence de Développement des Entreprises en

Afrique (ADEA), qui fait la promotion depuis plusieurs années les échanges économiques avec l'Afrique francophone et qui accompagne les PME-PMI de la région, françaises et européennes, sur ces marchés. Avec cette édition, le forum Eurafric prend une nouvelle envergure. Pour la première fois, ADEA organisera, en partenariat avec la FAO - Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture - une Conférence

Ministérielle, une présentation de projets présélectionnés à la conférence de Syrte en décembre dernier en Libye. La Communauté européenne présentera également des projets. Des décideurs politiques et économiques de plus de 20 pays d'Afrique viendront présenter leurs projets de barrages et micro centrales hydroélectriques, installations solaires en site isolé ou travaux d'irrigation et d'assainissement, etc... L'espace expo-entreprises sera ainsi le lieu central d'échanges du forum, en permettant de rencontrer les décideurs de plus de 30 pays d'Afrique et d'Europe. Cette approche orientée «développement économiques» veut rompre avec l'idée d'assistance au profit d'une réalité plus partenariale et entrepreneuriale. Le principe du forum repose sur des rencontres pragmatiques et efficaces pour présenter des projets déjà identifiés, présélectionnés pour leur intérêt, afin de trouver des partenaires parmi les entreprises et les



Ouverture officielle du Forum Eurafric 2008

baillieurs de fonds. « La question du financement pour les entreprises privées est un vrai casse-tête, souligne Vincent Durand, directeur du département Machines hydrauliques de Cegelec, qui compte plusieurs projets en cours. Grâce à l'ADEA, nous faisons le tri pour ne garder que les projets qui possèdent de fortes chances de trouver des financements. » Cette année, deux thématiques sont au cœur des rencontres : l'eau et l'énergie. « Pas de développement économique

sans énergie, ni gestion de l'eau pour le développement de l'agriculture, le besoin des populations, l'assainissement des centres urbains », précise Anne-Laure Carrier, directrice marketing et événementiel de l'ADEA. Enfin, le forum est organisé en synergie avec le salon Hydro, la référence mondiale en matière d'énergie hydroélectrique.

Du 27 au 30 octobre 2009 au Centre des Congrès Cité internationale (Lyon). Inscriptions sur www.eurafric.org

Salon Hydro 2009

EN SYNERGIE avec le forum Eurafric, la Cité internationale de Lyon ne sera pas le cadre d'une seule manifestation, mais de deux simultanément. En effet, le salon international de l'hydroélectricité et des barrages, Hydro 2009, se tiendra du 26 au 28 octobre au Palais des congrès. Cet événement réunira 800 participants provenant de 70 pays, ainsi que 160 exposants, tous venus pour échanger et s'informer de l'actualité de l'hydroélectricité, qui est considérée comme la première source d'énergie renouvelable. Alors que le forum Eurafric mettra l'eau et l'énergie au cœur des débats, le congrès Hydro apparaît comme la manifestation complémentaire. D'ailleurs, en partenariat avec l'ADEA, une conférence ministérielle se déroulera le mercredi 28 octobre, sur le thème des « grands barrages en Afrique ».

NOUVEAUTÉ

Conférence ministérielle : eau, énergie, agriculture

65 MILLIARDS de dollars pour le financement de l'agriculture en Afrique. La FAO est l'organisation chargée par les Nations Unies de l'alimentation et l'agriculture dans le monde. Parviz Koochafkan, directeur de la division des Terres et Eaux du département des ressources naturelles et de l'environnement, explique les raisons de la participation de la FAO au forum. « Lors de la conférence de Syrte en Libye en décembre, nous avons aidé les pays africains à identifier mille projets pour un montant de 65 milliards de dollars sur vingt ans. Un tiers de ceux-ci sont déjà en cours. Les autres sont en attente de financement. Lors du forum à Lyon, nous

allons présenter un certain nombre de ces dossiers d'investissement. Nous cherchons à faciliter le dialogue entre partenaires pour mener à bien ces objectifs : des entreprises, des bailleurs de fonds, des institutions. Leur mise en œuvre peut se heurter à des difficultés : le transfert de technologie d'un continent à l'autre, d'une culture à l'autre... Nous appuyons les pays membres de la FAO pour y faire face. Mais la difficulté majeure vient de la faiblesse des institutions de ces pays, de leur manque de capacités techniques et financières. Nous jouons là notre rôle en tant qu'institution internationale pour favoriser et accompagner ces partenariats »



Mille projets ont été identifiés lors de la conférence de Syrte en Libye

Réunions-projets

15 PROJETS PRÉSENTÉS. Au cœur du forum, les « réunions - projets » initient des rencontres autour de projets concrets entre entreprises, décideurs africains et bailleurs de fonds. Un bilan de la situation est dressé en présence des ministères et des entreprises nationales des pays concernés (Eau-Energie). Ces rencontres exposent les besoins et proposent aux PME d'étudier ces marchés. Des entretiens B to B prolongent ces réunions.

- La FAO présentera neuf projets directement liés à l'alimentation et au développement de l'agriculture : irrigation et drainage, accès à l'eau potable et énergie hydroélectrique.
- ADEA ciblera des projets sur lesquels les entreprises partenaires du réseau sont déjà engagées, où les besoins à couvrir sont précisément identifiés. Ex : l'électrification en milieu rural ou urbain, la potabilisation de zones rurales par le biais de l'énergie solaire,

la maintenance de centrales thermiques ou hydroélectriques, l'assainissement.

- Europaid présentera des projets en cours de réalisation qu'il finance.
Informations : www.adeafrance.org



INITIATEUR

L'ADEA accompagne les entreprises

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT des entreprises en Afrique (ADEA) accompagne les entreprises et innove avec son concept de mission-projet qui sollicite des entreprises sur des projets identifiés en amont. Abdoulaye Kanté, initiateur et directeur de l'ADEA, veille à l'accompagnement et à la promotion économique entre l'Afrique noire francophone et la région Rhône-Alpes. « Avec mon équipe, nous œuvrons à la promotion des échanges

commerciaux avec cette zone de l'Afrique suivant trois axes : l'accueil de délégations de décideurs africains en recherche de partenariats ; l'organisation de manifestations ; l'accompagnement de PME-PMI sur les opportunités d'affaires en Afrique. » Cette démarche rend accessible le marché africain, auparavant chasse-gardée des grands groupes, aux PME et PMI. Le directeur de l'agence précise que l'échange n'est pas à sens unique, puisqu'il



Abdoulaye Kanté

permet d'améliorer la compétitivité locale des entreprises africaines par le transfert de technologies.



INTERVIEWS

« Ne plus se limiter à l'assistance »

Jean-Louis Gagnaire, vice-président en charge du développement économique et de l'économie sociale et solidaire du Conseil régional

» Quel est l'engagement de la Région auprès de l'ADEA ?

Nous considérons que l'action de l'Agence de développement des entreprises en Afrique est un vecteur du développement économique.

» Quel est l'enjeu pour la région ?

L'Afrique ne peut plus être considérée comme un continent sur lequel nous intervenons pour faire de l'assistance. Il me semble particulièrement intéressant que nos entreprises s'intéressent à l'Afrique noire et l'Afrique du Nord. Ce sont des territoires qui ont besoin de ce que peuvent apporter les entreprises françaises. L'intérêt des pays africains et celui des entreprises de la région Rhône-Alpes, réside dans l'intensification des échanges et des partenariats économiques.



Jean-Louis Gagnaire

» Quel est l'avis des PME régionales ?

J'ai été très surpris de l'enthousiasme des PME que j'ai rencontrées. Elles ont trouvé en Afrique des possibilités de développement qu'elles n'avaient pas ailleurs. L'Afrique francophone offre en plus des facilités d'implantation pour les Français, même si une connaissance de la culture dans les relations économiques est nécessaire.

« Il y a urgence à aider l'industrialisation de l'Afrique »

Jean-Philippe Bayon, vice-président du Conseil régional, chargé de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée

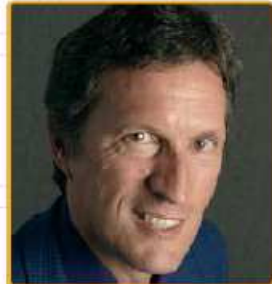
» Quel budget la Région Rhône-Alpes consacre-t-elle à la coopération décentralisée en Afrique ?

Le budget total de la coopération décentralisée est de 10 millions d'euros par an. L'Afrique en est la priorité, avec 5 millions d'euros.

Il existe plusieurs zones de coopération : la région de Rabat (Maroc), le gouvernorat de Monastir (Tunisie). Mais aussi les régions de Saint-Louis et Matam (Sénégal)...

» Quelle place l'économie occupe-t-elle au sein de la coopération décentralisée ?

L'économie est un pilier du développement. En ce sens, ce mot n'est pas tabou même en Afrique, à condition d'être dans une logique d'aménagement du territoire et non dans une attitude de prédateur.



« L'économie est un pilier du développement », affirme Jean-Philippe Bayon

» En quoi consistent ces actions ?

Nous mettons en relation les entreprises rhônalpines et africaines et les accompagnons financièrement sur le volet formation et création d'activité. Dans un contexte de montée continue des prix du pétrole, l'Afrique achètera de plus en plus cher les matières transformées et sera très vite asphyxiée économiquement. Il y a urgence à aider l'industrialisation et donc l'autonomisation de ce continent.

TÉMOIGNAGES

« Nouer des contacts directs, sans intermédiaires »

« LE FORUM nous offre la possibilité de rencontrer des responsables africains, dont les besoins aéroportuaires correspondent à notre capacité à équiper des petits et moyens aéroports », souligne, enthousiaste, Pascal Mioche, PDG de la société Automatique et Industrie. Positionnée sur le segment des logiciels et de l'automatisme, son entreprise, qui a réalisé près de 2,6 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2008, dont 25 % à l'export, se félicite d'être partie prenante de cet événement qui ne cesse de prendre de l'envergure. Pour l'entreprise implantée à Moirans, dans l'Isère, le forum est l'occasion de mettre en avant son expertise dans le contrôle de balisage de pistes d'aéroports. Pour Pascal Mioche, « l'ADEA est un facilitateur d'affaires grâce à son vaste réseau ». L'entreprise, confie-t-il, « vient de décrocher un contrat d'un montant de



Pascal Mioche vient de signer un contrat de 200 000 euros avec le Mali

200 000 euros avec Energie du Mali ». Pascal Mioche met l'accent sur les synergies créées : « Nos partenaires locaux permettent d'être plus compétitifs au niveau prix, tout en assurant le service après-vente du produit vendu. »

Le transfert de savoir-faire est aussi une composante importante des relations avec une Afrique très demandeuse en formation. « Au-delà des échanges et de partage de valeurs humaines. Les relations tissées portent leur fruit puisque notre société est de plus en plus consultée dans des dossiers africains. »

« Le point de départ d'une mission d'entreprises »

SAMUEL TOZOU, directeur général de l'Enerca, insiste sur le rôle catalyseur du forum. « L'Energie centrafricaine (Enerca) est la société d'état de la République Centrafricaine qui produit, exploite, distribue et commercialise l'électricité. Au cours du forum de l'année précédente, nous avons identifié les sociétés susceptibles de collaborer à l'amélioration de notre réseau. Le constat positif de l'événement nous a incités à élaborer une mission d'entreprises menée par l'ADEA. Celle-ci s'est rendue en Centrafrique au mois de juin. Les représentants des sociétés ont découvert sur le terrain des projets identifiés dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, notamment les barrages Boali et la station de pompage de Bangui. La mission s'est achevée par la signature d'un accord de partenariat entre l'ADEA et le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique. »

« Réussir par l'innovation »

La société Michaud témoigne de la réussite des rencontres « B to B »

L'ÉLECTRIFICATION DES ZONES RURALES en Afrique est bien plus qu'un enjeu d'avenir. La société Michaud, spécialiste du matériel électrique, l'a compris. Elle a ainsi adapté pour le marché africain une gamme nommée Aladin. « Aladin constitue une alternative aux comptages électriques, limite la fraude et simplifie l'organisation logistique », explique Didier Bagnon, président de la société Michaud export (Pont-d'Ain). Fier de son prix de l'innovation remporté au forum 2008, il est persuadé que les rencontres



D. Bagnon, président de Michaud export

interentreprises seront fructueuses. « Nous travaillons avec les sociétés d'état qui produisent l'électricité nationale comme l'Edem au Mali, l'Enerca en République centrafricaine, ou encore la CIE en Côte d'Ivoire. Ces partenariats permettent de travailler directement sur les projets initiés par l'ADEA. »

« Travailler sur des projets identifiés »

LA MISSION PROJET est, pour Yves Garçon, PDG de Sylène, la valeur ajoutée du forum. « Sylène est une société d'ingénierie et de contrôle commande qui possède une expertise en maîtrise d'ouvrage en station de pompage. Nous réalisons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires de six millions d'euros à l'export. Le forum Eurafric permet de rencontrer des décideurs afin de travailler sur de vrais projets identifiés. Nous profitons du salon pour monter des

groupements de sociétés pour répondre à des appels d'offres. Nous participons également à plusieurs missions collectives organisées par l'ADEA. Bien plus que des compétences locales, le travail avec l'Afrique noire francophone a un rôle social énorme puisqu'il offre la possibilité à des travailleurs de s'épanouir dans leur pays. Cette année, nous ambitionnons de nous positionner sur de gros appels d'offres et de rencontrer des futurs partenaires. »



Yves Garçon, PDG de Sylène, société d'ingénierie basée à Chambéry



MICRO-BARRAGES

Cap sur le caractère multiusages des barrages en Afrique

Le nombre de centrales qui pourrait être réalisé en Afrique est considérable. Or, seulement 5% du potentiel hydroélectrique du continent est exploité

PRÈS DE 60% des réalisations de centrales pourraient être économiquement viables. La ressource hydroélectrique est donc très importante et ne concerne pas seulement les grands projets. De petits, voire de micro ou pico projets d'électrification rurale peuvent trouver leur rentabilité. « Nous construisons actuellement sur le Haut Rhône une petite centrale électrique qui produit 38 GW/h par an et peut alimenter une ville en France de 5 000 à 10 000 personnes. Compte tenu du contexte africain, une telle centrale pourrait alimenter une population dix fois plus importante », illustre Aziz Ouabli, ingénieur en développement de projets à la Compagnie nationale du Rhône. La technologie est donc

parfaitement transposable. La difficulté tient davantage à l'absence de visibilité sur ces projets. Entre le moment où le besoin est formulé, que la démarche administrative pour un appel d'offre est lancée et l'attribution finale à une société, il peut s'écouler deux à trois années. La date exacte de l'aboutissement d'un dossier reste le plus souvent floue. C'est donc un marché adapté aux PME, mais également risqué. « Nous avons mis en œuvre une solution informatique à Kinshasa, en République démocratique du Congo, pour gérer l'ensemble de la distribution d'électricité d'une petite centrale d'énergie, ainsi que le suivi de la facturation aux clients et jusqu'à la maintenance », explique Philippe



Une conférence ministérielle sur le thème des barrages hydro-électriques est organisée le 28 octobre, dès 9 heures

Verkindt, Pdg de la société e-GEE à Meylan dans l'Isère. Le plus difficile est d'accepter que les rouages des décisions ne soient jamais très précis...

« On ne sait jamais bien qui détient la décision et quand elle surviendra, poursuit Philippe Verkindt. En tant que PME, il ne faut pas miser plus de 10%

à 20% de son activité sur ces projets car ce sont des marchés risqués. Le potentiel est énorme, c'est risqué pour une PME, mais passionnant. »

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le forum met l'accent sur le photovoltaïque en Afrique

Si les technologies des installations solaires sont au point, la garantie de leur utilité et leur longévité en site isolé dépend de facteurs qu'il faut savoir maîtriser

« DANS UN VILLAGE enclavé, plutôt que de tirer des lignes électriques à partir d'une centrale de

production thermique, qui peut être située à plusieurs centaines de kilomètres, le choix d'une

électrification autonome par des installations photovoltaïques est tout à fait pertinent »,

affirme Etienne Couvreur, directeur d'INES Education, situé à Technolac en Savoie. Le photovoltaïque offre ainsi aujourd'hui une alternative à l'électrification classique.

Ces installations peuvent assurer les besoins minimaux en énergie de territoires enclavés ou éloignés de centrales d'énergie. Mais la réussite dans le temps de tels projets ne se fait pas à n'importe quel prix. L'Institut national de l'énergie solaire développe depuis juin dernier une formation sur les configurations photovoltaïques en sites isolés. Cette formation correspond aux situations rurales, notamment dans les pays africains. Elle prend en considération la dimension technique, mais surtout les enjeux organisationnels et humains de telles installations.

Le premier enjeu demeure celui de l'énergie. Une installation solaire en site isolé doit être dimensionnée aux besoins

d'une population. Il faut résoudre les questions de stockage de l'énergie et de la maintenance des installations.

Si le soleil est gratuit, les technologies solaires utilisent du matériel coûteux qui exige de l'entretien. Le choix de ces technologies et la mise en place d'équipes locales de maintenance est déterminant. Le risque cent fois vérifié par le passé, est d'installer un matériel qui serait laissé à l'abandon au bout de quelques temps. Ce qui est vrai pour le solaire l'est également pour les autres technologies, mais l'isolement des sites accentue l'enjeu de la compétence.

Le mode de financement du projet, sa gestion et la formation des techniciens, qui sur place assureront la maintenance, sont les trois clés qui garantiront l'utilité et la longévité des installations.

> INES : www.ines-solaire.com



Le photovoltaïque offre une alternative à l'électrification classique